



**Journée internationale des
transferts d'argent familiaux**
16 JUIN

Soutiens en 2018

Sommaire

Dates clés.....	3
Bienvenue à la célébration de la Journée internationale des transferts de fonds familiaux.....	4
Résolution 72/281 de l'Assemblée générale des Nations Unies – Proclamation d'une Journée internationale des transferts de fonds à la famille.....	6
Contribution des familles de travailleurs migrants aux Objectifs de développement durable.....	10
Soutiens en 2018.....	14
Soutien des Nations Unies et d'organisations internationales.....	15
Soutien du secteur privé.....	16

Dates clés

2013 Appel du secteur privé lors du Forum mondial sur les transferts de fonds 2013 à Bangkok pour la création d'une Journée internationale afin de reconnaître la contribution fondamentale des travailleurs migrants au bien-être de leurs familles et communautés. Le FIDA, en tant qu'organisation spécialisée des Nations Unies, a été désigné pour diriger le processus avec l'appui du secteur privé.

2015 La Journée internationale des transferts de fonds familiaux (IDFR) est adoptée par le Conseil des gouverneurs du FIDA le 16 février 2015. Première célébration tenue le 16 juin lors du Forum mondial sur les transferts de fonds et le développement à Milan, sous le parrainage de Sa Majesté la Reine Máxima des Pays-Bas.

2016 Soutiens reçus d'entreprises du secteur privé, notamment des sociétés de transfert de fonds. Mention de l'IDFR dans la Résolution et le Rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur les migrations internationales et le développement.

2017 D'autres soutiens ont été reçus de nombreuses organisations internationales et de grandes entreprises du secteur privé. Troisième célébration de l'IDFR au siège des Nations Unies à New York à l'occasion du Forum mondial sur les transferts de fonds, l'investissement et le développement.

2018 Le 12 juin 2018, l'Assemblée générale des Nations Unies adopte officiellement la Journée internationale des transferts de fonds familiaux comme journée à célébrer au niveau mondial. De nouveaux partenaires et de nouveaux appuis, au sein du secteur privé et de la société civile, se sont associés à la Journée 2018.

Bienvenue à la célébration de la Journée internationale des transferts de fonds familiaux



La Journée internationale des transferts de fonds familiaux a pour objectif de reconnaître les contributions des millions de travailleurs migrants pour améliorer la vie de leurs familles et offrir à leurs enfants la promesse d'un avenir meilleur. Les transferts de fonds – c'est-à-dire les sommes envoyées chez eux par les travailleurs migrants – soutiennent 800 millions de personnes dans le monde et apportent une contribution majeure au développement. Près de la moitié de ces flux vont vers les zones rurales, où se concentrent la pauvreté et la faim.

Le Fonds international de développement agricole (FIDA) s'est engagé à travailler avec des partenaires pour accroître l'impact des transferts de fonds sur le développement. De grands progrès ont déjà été accomplis. Il y a encore 15 ans, les transferts de fonds ne faisaient l'objet d'aucun recensement et la contribution des travailleurs migrants n'était pas reconnue – si ce n'est par leur famille. Mais la communauté du développement a progressivement pris conscience que les transferts de fonds représentaient un outil puissant. La documentation de l'ampleur et de la portée des transferts de fonds a été essentielle pour la construction de ce consensus.

Aujourd'hui, par exemple, nous savons que le total des transferts de fonds représente plus de trois fois le montant de l'aide publique au développement (APD). Les transferts de fonds devraient atteindre près de 500 milliards d'USD cette année. Mais derrière ces chiffres, il y a des transferts réguliers de 200 ou 300 USD effectués par les migrants pour permettre à leur famille d'acheter de la nourriture, de payer leur logement et de faire face aux dépenses nécessaires.

En 2015, les Nations Unies ont lancé un appel à l'action pour mettre fin à la pauvreté, éradiquer la faim et réduire les inégalités sociales et économiques sous toutes leurs formes. L'Agenda 2030 définit 17 objectifs de développement durable (ODD) spécifiques qui répondent aux défis majeurs auxquels le monde est aujourd'hui confronté.

De leur côté, les 200 millions de familles de migrants font face à ces difficultés tous les jours. La plupart des travailleurs migrants occupent des emplois difficiles et souvent dangereux au bas de l'échelle économique internationale afin de soutenir leurs proches restés dans leur pays d'origine. Ils poursuivent leurs propres objectifs: réduction de la pauvreté, amélioration de la santé et de la nutrition, de l'éducation, du logement et de l'assainissement, et résilience accrue face aux imprévus grâce à l'épargne. Ils travaillent pour un avenir plus stable et plus viable – un objectif que partage la communauté internationale.

Le caractère essentiel de la contribution qu'apportent les travailleurs migrants, par leurs transferts de fonds et leurs investissements, a été également reconnu dans le cadre des négociations sur un Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, qui sera adopté cette année, au mois de décembre.

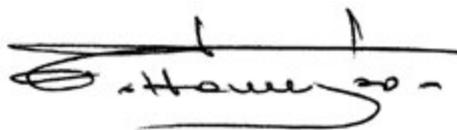
Après son entérinement par le Conseil des gouverneurs du FIDA en 2015, et par les États membres, la Journée internationale des transferts de fonds familiaux a été officiellement adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies, le 12 juin 2018, et proclamée journée à célébrer au niveau mondial.

Selon les estimations actuelles, 75 % des fonds envoyés servent à répondre à des besoins immédiats, mais les 25 % restants – plus de 100 milliards d’USD par an – sont disponibles à d’autres fins. En tirant parti de meilleures opportunités d’épargne et d’investissement, les familles de migrants seront en mesure de mieux canaliser les transferts de fonds pour répondre à des besoins à plus long terme et améliorer leurs conditions de vie. Et parce que de nombreux migrants finissent par retourner chez eux, les aider à acquérir des actifs est un objectif central de la politique de développement.

D’après les projections, 6 500 milliards d’USD parviendront aux familles de migrants vivant dans les pays en développement d’ici la fin de la période couverte par le Programme 2030, ce qui représente une formidable opportunité. Les transferts de fonds sont particulièrement importants dans les petites villes et les villages ruraux des pays en développement: en 2016, une centaine de pays à revenus faibles et intermédiaires, dans lesquels une forte proportion de la population est établie en milieu rural, ont reçu au titre des transferts de fonds, au moins 100 millions d’USD. C’est là que les transferts de fonds peuvent contribuer à faire de la migration un choix plutôt qu’une nécessité pour les générations futures.

Les fonds envoyés sont des fonds privés, transférés par des canaux privés. Il est tout aussi important, naturellement, de reconnaître le soutien croissant du secteur privé qui a renforcé son engagement en faveur du programme de transferts de fonds. Exploiter le potentiel des transferts de fonds requiert également des actions d’ordre réglementaire et politique, et les gouvernements ont par conséquent aussi l’opportunité d’accroître sensiblement leur impact positif, en particulier dans les zones rurales les plus pauvres et les plus reculées. Et par le biais d’autres initiatives coordonnées, les institutions financières internationales peuvent renforcer leur soutien à l’objectif premier d’amélioration du bien-être des travailleurs migrants et de leurs familles.

N’oublions pas que derrière les chiffres, il y a des personnes. Nous invitons tout le monde à célébrer avec nous cette Journée internationale des transferts de fonds familiaux en aidant les familles de migrants à atteindre leurs propres objectifs. Ce faisant, nous nous rapprocherons de la réalisation des ODD, famille après famille.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'G. Houngbo', with a horizontal line drawn through it.

Gilbert F. Houngbo

Président du FIDA

**Soixante-douzième session**

Point 14 de l'ordre du jour

**Résolution adoptée par l'Assemblée générale
le 12 juin 2018***[sans renvoi à une grande commission (A/72/L.56 et A/72/L.56/Add.1)]***72/281. Journée internationale des envois de fonds à la famille***L'Assemblée générale,*

Rappelant ses résolutions 53/199 du 15 décembre 1998 et 61/185 du 20 décembre 2006 sur la proclamation d'années internationales, et la résolution 1980/67 du Conseil économique et social, en date du 25 juillet 1980, relative aux années internationales et aux anniversaires, en particulier les paragraphes 1 à 10 de l'annexe sur les critères applicables pour la proclamation d'années internationales, ainsi que les paragraphes 13 et 14, dans lesquels il est précisé qu'une année ou une journée internationale ne doit pas être proclamée avant que les arrangements de base nécessaires à son organisation et à son financement n'aient été pris,

Réaffirmant les dispositions de sa résolution 70/1 du 25 septembre 2015, intitulée « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », dans laquelle a été adoptée une série complète d'objectifs et de cibles ambitieux, universels, axés sur l'être humain et porteurs de changement, et réaffirmant qu'elle s'engage à œuvrer sans relâche pour que ce programme soit appliqué dans son intégralité d'ici à 2030, qu'elle considère que l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions, y compris l'extrême pauvreté, constitue le plus grand défi auquel l'humanité doit faire face et une condition indispensable au développement durable, et qu'elle est attachée à réaliser le développement durable dans ses trois dimensions – économique, sociale et environnementale – d'une manière équilibrée et intégrée en tirant parti de ce qui a été fait dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement, dont elle s'efforcera d'achever la réalisation,

Réaffirmant également les dispositions de sa résolution 69/313 du 27 juillet 2015 sur le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, qui appuie et complète le Programme de développement durable à l'horizon 2030 dont il fait partie intégrante, qui contribue à replacer dans leur contexte les cibles concernant les moyens de mise en œuvre grâce à l'adoption de politiques et mesures concrètes, et qui réaffirme la

18-09751 (F)
*1809751*Merci de recycler 

volonté politique résolue de faire face aux problèmes de financement et de créer, à tous les niveaux, un environnement propice au développement durable, dans un esprit de partenariat et de solidarité planétaires,

Rappelant sa résolution 71/237 du 21 décembre 2016 sur les migrations internationales et le développement, dans laquelle elle a pris note de l'adoption de la résolution 189/XXXVIII du Conseil des gouverneurs du Fonds international de développement agricole, en date du 16 février 2015, par laquelle le Conseil a proclamé le 16 juin Journée internationale des envois de fonds familiaux,

Saluant le travail accompli par le Fonds international de développement agricole en vue de développer et de promouvoir des mécanismes d'investissement novateurs qui permettent d'accroître les retombées des envois de fonds et des investissements de la diaspora sur le développement durable, notamment les travaux du Forum mondial sur les transferts d'argent, l'investissement et le développement, qui réunit des représentants des secteurs public et privé et de la société civile,

Considérant que, dans de nombreux pays en développement, les envois de fonds internationaux constituent une importante source de revenus pour les familles pauvres et que leur volume devrait dépasser, durant la période 2015-2030 fixée pour la réalisation des objectifs de développement durable, le montant total de 6 500 milliards de dollars des États-Unis, dont la moitié devrait atteindre les zones rurales,

Notant que les envois de fonds concernent chaque année 1 milliard de personnes, en amont et en aval, et que 75 pour cent des sommes ainsi mobilisées servent à répondre aux besoins immédiats des bénéficiaires, tandis que le reste – plus de 100 milliards de dollars par an – est soit économisé, soit investi,

Consciente de l'effet transformateur qu'ont les envois de fonds, y compris ceux des migrants, sur l'ensemble des objectifs de développement durable et sur les stratégies de développement à long terme, en particulier pour la réduction de la pauvreté des ménages et leur accès aux services de base, et sachant que les envois de fonds favorisent des investissements susceptibles d'encourager l'esprit d'entreprise et l'inclusion financière, en particulier dans les zones rurales des pays en développement – où les taux de pauvreté sont les plus élevés – et en période de crise et de catastrophe,

Sachant que des millions de familles rurales sont également aidées financièrement par les envois de fonds effectués à l'intérieur de leur pays par leurs proches vivant, généralement, en milieu urbain,

Consciente du travail qu'accomplissent les États Membres, les organismes des Nations Unies, la Banque mondiale et le Groupe des Vingt et du rôle que jouent les organisations de la société civile afin de promouvoir les retombées de la migration et des envois de fonds aux familles sur le développement,

Consciente également du rôle que tient le secteur privé dans le développement de services de transfert de fonds économiques et accessibles, notamment en ce qu'il les relie à d'autres services financiers destinés à ceux qui envoient les fonds et aux membres de leur famille, ainsi que le rôle que jouent toutes les parties prenantes dans la réalisation d'ici à 2030 de la cible 10.c des objectifs de développement durable – faire baisser au-dessous de 3 pour cent les coûts de transaction des envois de fonds effectués par les migrants et éliminer les circuits d'envois de fonds dont les coûts sont supérieurs à 5 pour cent,

Constatant que des technologies numériques novatrices, comme les services de virement mobile, peuvent permettre de réduire le coût d'envoi des fonds et, par conséquent, de gagner en efficacité et en rentabilité, dans l'intérêt des expéditeurs comme des destinataires des envois,

1. *Décide* de proclamer le 16 juin Journée internationale des envois de fonds à la famille ;
2. *Invite* tous les États Membres, les organismes des Nations Unies et les organisations internationales et régionales, ainsi que la société civile, notamment les organisations non gouvernementales, les particuliers, le secteur privé et le milieu universitaire, à observer et à appuyer activement la Journée internationale des envois de fonds à la famille, de la manière la mieux adaptée et dans le respect des priorités nationales, afin de faire connaître l'importance des retombées des envois de fonds ;
3. *Demande* au Fonds international de développement agricole de concourir à la célébration de la Journée internationale, notamment par l'intermédiaire du Forum mondial sur les transferts d'argent, l'investissement et le développement et compte tenu des dispositions énoncées dans l'annexe de la résolution 1980/67 du Conseil économique et social ;
4. *Souligne* que toutes les activités qui pourraient découler de l'application de la présente résolution devraient être financées au moyen de contributions volontaires ;
5. *Prie* le Secrétaire général de porter la présente résolution à l'attention des États Membres, des organismes des Nations Unies et de toutes les parties prenantes concernées afin que cette Journée mondiale soit observée.

*95^e séance plénière
12 juin 2018*



Assemblée générale

Distr. limitée
12 juin 2018
Français
Original : anglais

Soixante-douzième session

Point 14 de l'ordre du jour

**Application et suivi intégrés et coordonnés des textes
issus des grandes conférences et réunions au sommet
organisées par les Nations Unies dans les domaines
économique et social et dans les domaines connexes**

**Algérie, Bangladesh, Colombie, El Salvador, Équateur, Ghana, Guatemala,
Guinée, Honduras, Madagascar, Maroc, Philippines, République dominicaine
et Tunisie : projet de résolution**

Journée internationale des envois de fonds à la famille

Additif

Ajouter les pays ci-après à la liste des auteurs du projet de résolution :

**Australie, Bolivie (État Plurinational de), Brésil, Canada, Costa Rica, Égypte,
Fédération de Russie, Guyana, Inde, Indonésie, Irlande, Jamaïque, Malawi,
Mexique, Myanmar, Népal, Nicaragua, Nigéria, Paraguay, République de
Moldova, Samoa, Singapour, Soudan, Thaïlande, Timor-Leste, Uruguay et
Viet Nam**

18-09667 (F) 180618 200618
1809667

Merci de recycler 



Contribution des familles de travailleurs migrants aux Objectifs de développement durable

Les Objectifs de développement (ODD) offrent une occasion unique de créer une convergence entre les buts des familles des travailleurs migrants, les objectifs de développement des gouvernements, les stratégies du secteur privé visant à conquérir des marchés peu desservis, et le rôle traditionnel que joue la société civile pour promouvoir des changements positifs. En particulier:

- i) l'inclusion et l'éducation financières des familles bénéficiaires des transferts de fonds peuvent accroître les possibilités d'épargne formelle et d'investissement. À leur tour, ces mécanismes peuvent développer le capital humain des familles des travailleurs migrants et élever leur niveau de vie grâce à l'amélioration de l'éducation, de la santé et du logement;
- ii) les investissements des travailleurs migrants, au-delà de leurs transferts de fonds, peuvent transformer le paysage de développement des communautés locales, si on leur offre des solutions appropriées;
- iii) l'amélioration des marchés des transferts de fonds, grâce à un cadre juridique et réglementaire adapté, et à une transparence et une concurrence accrues, peut réduire les coûts et accroître les ressources à la disposition des familles des travailleurs migrants.

En tant que flux privés, les transferts de fonds des travailleurs migrants ne réduisent en rien la nécessité de ressources supplémentaires, tant publiques que privées, pas plus qu'ils ne les remplacent. Toutefois, l'impact potentiel que les transferts de fonds et les investissements des travailleurs migrants peuvent avoir sur le développement ne peut se concrétiser

pleinement que dans le cadre de partenariats avec des politiques et des priorités publiques cohérentes et réalistes, associées à des initiatives du secteur privé.

Le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières offre la possibilité de prendre appui sur la reconnaissance croissante du fait que les fonds envoyés par les travailleurs migrants à leurs familles dans leur pays sont fondamentaux pour la réalisation, par les gouvernements, les organisations internationales et d'autres partenaires, de leurs objectifs de développement durable.

Les transferts de fonds peuvent contribuer de diverses manières à la réalisation des ODD:

1. au niveau des ménages – en reconnaissant l'impact socioéconomique positif des transferts de fonds sur les familles et les communautés (ODD 1-5);
2. au niveau des communautés – en appuyant des politiques et des mesures spécifiques visant à promouvoir des synergies entre les transferts de fonds et l'inclusion financière, à encourager la concurrence sur le marché et la réforme réglementaire, et à atténuer tout impact négatif résultant des changements climatiques (ODD 6, 7, 8, 10, 12 et 13); et
3. au niveau international – en veillant à ce que la version redynamisée du Partenariat mondial pour le développement durable – tel qu'il est décrit dans l'ODD 17 – et le Pacte mondial sur les migrations encouragent la collaboration entre tous les secteurs concernés par les transferts de fonds.

Au niveau des ménages: ODD 1 à 5



Objectif 1

Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout

Comment les familles de migrants peuvent contribuer à cet objectif

- Les transferts de fonds représentent en moyenne jusqu'à 60 % des revenus des familles des migrants et habituellement plus de deux fois le revenu disponible d'une famille et aident à faire face aux imprévus, ce qui permet de constituer des actifs.
- Les études menées dans 71 pays en développement montrent l'impact significatif des transferts de fonds sur la réduction de la pauvreté: une augmentation de 10 % des transferts de fonds par habitant entraîne une baisse de 3,5 % de la part de la population pauvre.



Objectif 2

Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

Comment les familles de migrants peuvent contribuer à cet objectif

- Dans les communautés rurales, la moitié des transferts de fonds est consacrée aux dépenses agricoles.
- Les revenus supplémentaires augmentent la demande des ménages pour les produits alimentaires, ce qui accroît la production alimentaire nationale et améliore la nutrition, en particulier chez les enfants et les personnes âgées.
- L'investissement des revenus des migrants dans les activités agricoles crée des opportunités d'emploi.



Objectif 3

Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

Comment les familles de migrants peuvent contribuer à cet objectif

- Les transferts investis dans les soins de santé – l'accès aux médicaments, aux soins préventifs et aux produits d'assurance santé – améliorent la santé et le bien-être des familles bénéficiaires.
- Les nourrissons nés dans les familles bénéficiaires de transferts de fonds ont un poids de naissance plus élevé et sont moins susceptibles de mourir au cours de leur première année.



Objectif 4

Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

Comment les familles de migrants peuvent contribuer à cet objectif

- L'une des principales raisons qui conduisent les travailleurs migrants à envoyer de l'argent chez eux est de permettre à leurs enfants d'accéder à une meilleure éducation.
- Les ménages bénéficiaires de transferts de fonds démontrent une meilleure participation à l'éducation et investissent environ un dixième de leurs revenus dans l'éducation de leurs enfants.
- Les transferts de fonds se traduisent par un quasi-doublement du nombre d'inscriptions scolaires. Chez les enfants issus de familles de migrants, en particulier parmi les filles, le niveau de fréquentation scolaire, le taux de scolarisation et le nombre d'années de scolarité sont plus élevés.
- Les transferts de fonds réduisent considérablement la probabilité de travail des enfants.

Au niveau local: ODD 6, 7, 12 et 13



Objectif 5

Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

Comment les familles de migrants peuvent contribuer à cet objectif

- Les femmes travaillant à l'étranger représentent aujourd'hui la moitié des expéditeurs de transferts de fonds: 100 millions au total.
- Les transferts de fonds transforment le rôle économique des femmes, à la fois du côté des expéditeurs et des destinataires, grâce à l'indépendance financière et à de meilleures opportunités d'emploi.
- Alors que les femmes envoient approximativement le même montant que les hommes, elles tendent à envoyer une part plus élevée de leurs revenus régulièrement et avec constance, même si elles gagnent généralement moins que les hommes.



Objectif 6

Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

Comment les familles de migrants peuvent contribuer à cet objectif

- Pour constituer un capital social et mutualiser les ressources visant à répondre aux besoins locaux, les migrants et/ou leurs familles se regroupent souvent en organisations de quartier dans leur communauté ou au sein d'associations de migrants originaires de la même ville.
- Les associations de migrants identifient les priorités de développement et participent à leur réalisation par le biais de conseils techniques et de collectes de fonds.
- Les projets prennent en compte les préoccupations de durabilité et le bien-être de la communauté sur la base des besoins primaires (par ex. installation d'une infrastructure d'irrigation et d'approvisionnement en eau propre).

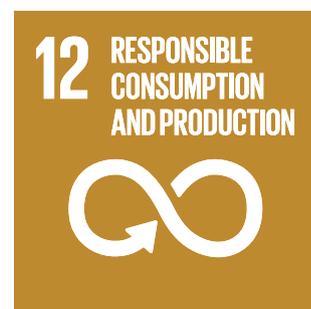


Objectif 7

Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

Comment les familles de migrants peuvent contribuer à cet objectif

- Les transferts de fonds ont un impact positif sur les actifs familiaux et la qualité de vie globale lorsqu'ils sont investis dans l'habitat, et ils sont plus susceptibles d'être utilisés à des fins d'amélioration des conditions de logement que pour l'achat d'un logement.
- Des solutions abordables pour les ménages pauvres et leurs communautés existent déjà, notamment des appareils de cuisson efficaces et des solutions d'approvisionnement en énergie propre.
- Les projets communautaires locaux peuvent recourir à des technologies à énergie propre, particulièrement pertinentes dans les zones rurales éloignées qui n'ont pas accès à l'électricité.



Objectif 12

Établir des modes de consommation et de production durables

Comment les familles de migrants peuvent contribuer à cet objectif

- À mesure que les familles de migrants augmentent leur pouvoir d'achat et modifient leurs habitudes de consommation, elles peuvent le faire en répondant à leurs besoins et aspirations individuels dans les limites des ressources écologiques de la planète.
- Les ménages de migrants sont des consommateurs réguliers importants de biens "nostalgiques" (produits du pays d'origine).
- Le commerce de ces biens et le tourisme de la diaspora génèrent des revenus importants pour les pays d'origine. Les populations de la diaspora peuvent servir de passerelle vers des marchés plus vastes pour les biens "nostalgiques" et le tourisme local.

Au niveau national: ODD 8 et 10

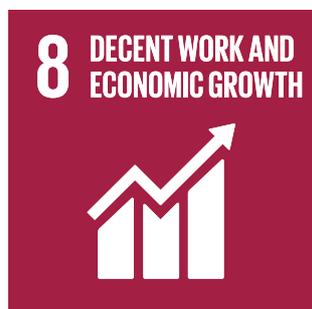


Objectif 13

Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

Comment les familles de migrants peuvent contribuer à cet objectif

- Les migrations sont de plus en plus une conséquence des changements climatiques. Les transferts de fonds et les investissements de la diaspora jouent un rôle capital dans l'atténuation de leurs effets négatifs et contribuent à faire face aux baisses de revenus découlant des chocs climatiques.
- Les transferts de fonds favorisent l'adoption de cultures plus durables et d'activités non agricoles. Par exemple: soutien aux entreprises locales dans l'offre de solutions pour lutter contre les inondations, utilisation plus efficace de l'eau, amélioration des systèmes d'irrigation, utilisation de matériaux de construction résistants aux tempêtes, à la chaleur et au vent.



Objectif 8

Promouvoir une croissance économique soutenue, inclusive et durable, un plein emploi productif et un travail décent pour tous

Comment les familles de migrants peuvent contribuer à cet objectif

- L'argent détenu par les familles bénéficiaires des transferts de fonds et l'épargne des migrants dans les pays d'origine améliorent les ressources financières dont dispose l'économie générale. Ce capital peut être optimisé lorsqu'il est combiné à des services financiers et des services aux entreprises.
- Les travailleurs migrants possèdent d'immenses atouts: connaissances, compétences et réseaux.
- En termes d'impact sur le développement, l'investissement des migrants dans les micro, petites ou moyennes entreprises génère de fait des emplois et des revenus dans les communautés locales.



Objectif 10

Réduire les inégalités à l'intérieur des pays et entre les pays

10.c

D'ici à 2030, réduire à moins de 3% les coûts de transaction des transferts de fonds des migrants et éliminer les couloirs de transfert d'argent dont le coût est supérieur à 5 %.

Comment les familles de migrants peuvent contribuer à cet objectif

- Réduire le coût des transferts de fonds peut augmenter considérablement le revenu disponible pour les familles bénéficiaires.
- Si l'on parvenait à réduire le coût moyen de transfert à 3 % à l'échelle internationale, les familles de migrants percevraient 20 milliards de dollars supplémentaires par an.
- Les campagnes de sensibilisation et d'information de la société civile contribuent à faire progresser les conditions de travail pour les travailleurs migrants.

La communauté internationale – conformément à l'ODD 17 – s'engage à travailler en collaboration afin de d'optimiser l'impact des transferts de fonds sur le développement



Objectif 17

Renforcer les moyens de mise en œuvre du Partenariat mondial pour le développement durable, et le redynamiser

Comment les familles de migrants peuvent contribuer à cet objectif

- Grâce à des initiatives telles que le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, la communauté internationale reconnaît aujourd'hui que les transferts de fonds des migrants constituent un soutien vital pour des centaines de millions de personnes à travers le monde, et œuvre à renforcer leur impact sur le développement des familles et des communautés.

Soutiens en 2018

Depuis 2015, la Journée internationale des transferts de fonds familiaux (IDFR) a reçu beaucoup d'encouragements et de soutien de la part des secteurs public et privé, ainsi que des organisations de développement.

Chaque année, le FIDA renouvelle son appel en vue d'accroître la sensibilisation et d'associer davantage de parties prenantes à l'action.

En 2018, l'IDFR a reçu un formidable soutien de différents secteurs. C'est également cette année qui a été marquée par une date clé, celle de l'adoption officielle par l'Assemblée générale des Nations Unies.

La liste de tous les soutiens peut être consultée aux adresses suivantes: www.ifad.org/idfr et www.un.org/en/events/family-remittances-day.

Soutien des Nations Unies et d'organisations internationales

- Groupe mondial sur la migration (GMG)
- Organisation internationale pour les migrations (OIM)
- Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES)
- Union postale universelle (UPU)
- Portail de la microfinance du Groupe consultatif d'assistance aux plus pauvres (CGAP)

Soutien du secteur privé

Associations

- Association internationale des réseaux de transfert d'argent (IAMTN)
- GSMA (Association internationale d'opérateurs de téléphonie mobile)
- Institut mondial des Caisses d'épargne (WSBI)
- National Money Transmitters Association, Inc. (NMTA)

Sociétés

- | | | |
|--|---|--|
| • Allied Bank, Ltd. | • IDT Payment Services, Inc. | • Pakistan Remittance Initiative (PRI) |
| • AUXFIN International | • International Money Transfer Conferences (IMTC) | • Prabhu Group, Inc. |
| • Babyloan | • Habib Bank, Ltd. | • Silkbank |
| • Barri Financial Group | • HabibMetro Bank | • Sindh Bank |
| • Choice Money Transfer, Inc. | • Kendy Money Transfer, Ltd. | • SolidTrust Pay |
| • Dessy Irawati-Rutten/ Bank Negara Indonesia – BNI Bank | • Kyodai Remittance | • SmartRemitt, Llc. |
| • Developing Markets Associates, Ltd.(DMA) | • M. Lhuillier Financial Services, Inc. | • Standard Chartered Bank Pakistan |
| • DinEx | • MCB Bank, Ltd. | • Telenor Microfinance Bank |
| • Easypaisa | • Meezan Bank, Ltd. | • The Bank of Khyber |
| • Fintech Advisors | • National Savings Bank of Sri Lanka | • United Bank, Ltd. (UBL) |
| • GenX Remittance Solutions | | • Uniteller |
| | | • Vodafone |
| | | • Wells Fargo |

Soutien des Nations Unies et d'organisations internationales



Le Groupe mondial sur la migration (GMG) est un groupe transversal qui réunit les directeurs d'organisations afin de favoriser le plus largement possible, au niveau régional ou international, l'application de toutes les normes et de tous les moyens relatifs aux questions de migration. Le groupe encourage aussi l'adoption d'approches plus cohérentes, plus complètes et mieux coordonnées des migrations internationales. L'une des préoccupations majeures du GMG consiste à améliorer l'efficacité globale de ses membres et de ses partenaires afin de répondre concrètement aux enjeux et aux besoins des nouvelles migrations internationales. Le Groupe, qui comprend aujourd'hui 22 organisations des Nations Unies, est coprésidé, en 2018, par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

www.globalmigrationgroup.org



Fondée en 1951, l'Organisation internationale des migrations (OIM) est la principale organisation intergouvernementale dans le domaine de la migration et travaille en étroite collaboration avec les partenaires gouvernementaux, intergouvernementaux et non-gouvernementaux. Avec 166 États membres, 8 autres États ayant le statut d'observateur et des bureaux dans plus de 100 pays, l'OIM est dédié à la promotion de conditions de migration humaines et ordonnées pour le bénéfice de tous. Il le fait en fournissant des services et des conseils aux gouvernements et aux migrants. L'OIM travaille pour aider à assurer la gestion humaine et ordonnée des migrations, à promouvoir la coopération internationale sur les questions de migration, à trouver des solutions pratiques aux problèmes de migration et à fournir une assistance humanitaire aux migrants dans le besoin, y compris les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays.

www.iom.int



Le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES) constitue le pilier du développement du Secrétariat de l'ONU. Ses Divisions et bureaux travaillent ensemble vers un objectif commun qui est de promouvoir les dimensions sociales, économiques et environnementales du développement durable. Le DAES collabore étroitement avec ses partenaires aux niveaux régional et national pour aider les pays à formuler et à mettre en œuvre des stratégies nationales de développement durable. Le travail du DAES de l'ONU promeut et soutient la coopération internationale dans la poursuite du développement durable. Il aborde une série de questions transversales qui affectent la vie et les moyens de subsistance des populations, en particulier les plus vulnérables. La mission du DAES de l'ONU, qui est de promouvoir le développement pour tous, souligne la nécessité pour toutes les parties prenantes de faire leur part pour améliorer le bien-être économique et social, et de ne laisser personne en arrière.

www.un.org/development/desa/en



UPU | UNIVERSAL
POSTAL
UNION

Créée en 1874, l'Union postale universelle (UPU) est la seconde plus ancienne organisation internationale. Forte de ses 192 pays membres, l'UPU constitue le principal forum de coopération entre les acteurs du secteur postal. Elle permet d'assurer un véritable réseau universel de produits et de services à la pointe du progrès. L'organisation joue ainsi un rôle de conseil, de médiation et de liaison et fournit, s'il y a lieu, une assistance technique. Elle fixe les règles des échanges de courrier international et formule des recommandations pour stimuler la croissance des volumes de la poste aux lettres, des colis et des services financiers et pour améliorer la qualité de service offert aux clients.

www.upu.int



Établi en 2000, le Portail de la microfinance du CGAP est une plateforme mondiale de partage des savoirs en matière d'inclusion financière. Disponible en quatre langues – anglais, français, arabe et espagnol – le Portail permet aux praticiens d'échanger des enseignements, des points de vue et des compétences par l'intermédiaire de contributions à des blogs, d'interviews, de présentations à des séminaires sur internet, et une bibliothèque de recherche comprenant plus de 10 000 publications. Chacun des sites correspondant à l'une des quatre langues se spécialise dans les contenus en rapport avec la région associée. Ensemble, les sites web du Portail de la microfinance accueillent chaque année plus d'un million de visiteurs et hébergent des contenus provenant de plus de 4 000 organisations de la communauté mondiale de l'inclusion financière.

www.microfinancegateway.org

Soutien du secteur privé

Associations



iAMTN
International Association
of Money Transfer Networks

L'Association internationale des réseaux de transfert de fonds (IAMTN) est la seule organisation commerciale internationale qui représente le secteur des transferts de fonds et les institutions de paiement fournissant des services de paiement transfrontaliers. Fondée en 2005, l'IAMTN offre une plateforme aux partenaires de ce secteur pour discuter des initiatives et des défis communs, et créer des opportunités. L'IAMTN travaille en étroite collaboration avec les gouvernements, les organismes de réglementation, les associations régionales et toutes les autres parties prenantes afin de promouvoir la création du système de paiement le plus efficace, le plus sûr, le plus fiable et le plus efficient.

www.iamtn.org www.iamtn-org.com



La GSMA représente les intérêts des opérateurs de téléphonie mobile dans le monde entier. Environ 800 opérateurs de téléphonie mobile sont membres à part entière de la GSMA et 300 autres entreprises de l'écosystème mobile au sens large sont membres associés. La GSMA représente ses membres par l'intermédiaire de programmes sectoriels, de groupes de travail et d'initiatives de défense des intérêts du secteur. Elle organise également le plus grand salon et congrès annuel de l'industrie mobile, le GSMA Mobile World Congress, et plusieurs autres événements. La GSMA a établi son siège à Londres et possède des bureaux régionaux dans le monde entier.

www.gsma.com



Le WSBI regroupe les caisses d'épargne et les banques de détail de quelque 80 pays et représente les intérêts de 6 000 banques environ sur tous les continents. En tant qu'organisme mondial, le WSBI se concentre sur les problématiques mondiales du secteur bancaire. Le WSBI soutient les objectifs du G20 en matière de croissance durable, inclusive et équilibrée et de création d'emplois dans le monde, que ce soit dans les pays industrialisés ou moins développés.

www.wsbi-esbg.org



L'Emerging Payments Association (EPA) est une association commerciale qui regroupe des acteurs influents du secteur des paiements. Elle organise chaque année plus de 50 événements, met en œuvre huit projets en faveur du changement, contribue à relier les acteurs de l'écosystème, et encourage l'innovation et la croissance rentable des entreprises. Sa communauté compte plus de 100 MEMBRES solides et en croissance. Ses membres proviennent de toute la filière des paiements: systèmes de paiement, banques et émetteurs, acquéreurs, prestataires de services de paiement, détaillants, etc. Ces entreprises se sont regroupées, depuis le Royaume-Uni et à l'échelle internationale, au sein de l'EPA pour collaborer et parler d'une seule voix. Ensemble, les membres de l'EPA, qui réalisent plus de 100 milliards de livres sterling de transactions par an et emploient plus de 300 000 personnes, exercent une influence significative sur l'avenir du secteur.

www.emergingpayments.org



La NMTA est une association commerciale ouverte à toutes les organisations actives dans le domaine de la transmission d'argent, aux prestataires de services professionnels et à d'autres parties ayant un intérêt dans le secteur du transfert de fonds. Les membres peuvent être des organisations ou des personnes physiques. Elle s'intéresse particulièrement aux questions relatives à la réglementation de la transmission d'argent aux États-Unis. La NMTA fournit également des informations concernant les activités de transfert de fonds dans d'autres pays. La NMTA estime que le transfert d'argent est un service précieux dont profitent des millions de personnes à travers le monde. Conformément à cette conviction, la NMTA plaide en faveur du secteur et offre aux membres de la communauté de la transmission d'argent des possibilités de s'unir dans des entreprises coopératives.

www.nmta.us

Sociétés apportant leur soutien à titre individuel



BANK NEGARA MALAYSIA
CENTRAL BANK OF MALAYSIA







Fonds international de développement agricole

Le FIDA est une institution financière internationale et une organisation spécialisée des Nations Unies qui a pour mission d'éliminer la pauvreté et la faim dans les zones rurales des pays en développement. Grâce à des prêts à faible taux d'intérêt et des subventions aux gouvernements, le FIDA met en place et finance des programmes et des projets de réduction de la pauvreté dans les communautés les plus pauvres du monde. Soixante-quinze pour cent des personnes les plus pauvres dans le monde, soit près d'un milliard de femmes, hommes et enfants, vivent dans les zones rurales des pays en développement et dépendent de l'agriculture et des activités connexes pour leur survie. Le FIDA se concentre sur les populations rurales pauvres, marginalisées et vulnérables, en leur permettant d'accéder aux biens, aux services et aux opportunités dont elles ont besoin pour surmonter la pauvreté. Le FIDA travaille en étroite collaboration avec les gouvernements, d'autres organisations des Nations Unies, les bailleurs de fonds, les organisations non gouvernementales, les groupes communautaires et les populations rurales pauvres elles-mêmes.

Pour plus d'informations, voir www.ifad.org



Fonds international de développement agricole
Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds
Pedro De Vasconcelos
Responsable du programme MFEF
Via Paolo di Dono, 44 – 00142 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 5459 2012 – Télécopie: +39 06 5043 463
Courriel: remittances@ifad.org
www.ifad.org
www.RemittancesGateway.org
 ifad-un.blogspot.com
 www.facebook.com/ifad
 [instagram.com/ifadnews](https://www.instagram.com/ifadnews)
 www.twitter.com/ifadnews
 www.youtube.com/user/ifadTV